

Bordereau attestant l'exactitude des informations - LYON - 6901 - Actes des sociétés (A) - Dépôt
le 07/03/2025 - A2025/008648 - 2017 B 01185 - 827 744 780 - AB HOLDING

AB HOLDING

Société à Responsabilité Limitée au capital de 178 000 euros
Siège social : 19 rue des Rosiéristes 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR
827 744 780 RCS LYON

(ci-après la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 4 MARS 2025

L'an DEUX MILLE VINGT-CINQ
Le Quatre Mars

Le soussigné :

- **Monsieur Anthony BOUVIER**
Né le 19 octobre 1987 à Lyon (69)
De nationalité française
Demeurant 24 B Chemin de Charvery 69380 LISSIEU

Seul associé (ci-après l' « **Associé Unique** ») de la société AB HOLDING (ci-après la « **Société** »), société à responsabilité limitée au capital de 178.000 euros, divisé en 17.800 parts sociales de 10 euros de valeur nominale chacune et représentant en tant que telles la totalité des parts sociales composant le capital de la Société,

Également Gérant de la Société, expose ce qui suit :

Monsieur Anthony BOUVIER est à la tête d'un patrimoine professionnel et immobilier, notamment à travers la Société. Afin d'assurer la pérennité de ce patrimoine professionnel et immobilier, d'assurer le maintien et la poursuite de l'activité, ainsi que la transmission dans les meilleures conditions de ce patrimoine en cas de décès de Monsieur Anthony BOUVIER, ce dernier a consenti un mandat de protection future et un mandat à effet posthume suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284, au profit de Monsieur Philippe BOUVIER, Mandataire en premier, et au profit de Madame Sophie FLUTEAUX, Mandataire en second, en cas de prédécès du Mandataire en premier.

En complément et dans le prolongement de ces mandats, il convient de procéder à la nomination du Mandataire en premier, et du Mandataire en second en qualité de gérant successif et substitutif de la Société.

Ceci exposé, l'Associé Unique est appelé à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Nomination de Gérant successif et substitutif,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

L'Associé Unique, ayant reçu toutes informations et documents lui permettant de se prononcer sur cet ordre du jour,

A pris, en application des stipulations de l'Article 17 des statuts de la Société, les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION
(Nomination de Gérant successif et substitutif)

L'Associé Unique,

Connaissance prise des termes du mandat de protection future et du mandat à effet posthume contractés par Monsieur Anthony BOUVIER, associé unique, suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284,

Après avoir constaté qu'aucune disposition statutaire n'interdit aux associés de la Société de désigner, dans la Société, un gérant successif et substitutif,

DECIDE de nommer un gérant successif afin d'anticiper le décès du gérant en fonction et de nommer un gérant substitutif, afin d'anticiper les événements suivants pouvant affecter la vie du gérant en fonction, savoir :

- La mise sous curatelle ou tutelle du gérant,
- Le déclenchement d'une habilitation familiale générale à l'égard du gérant,
- La mise en œuvre d'un mandat de protection future à l'égard du gérant,

DECIDE de nommer en qualité de gérant successif/substitutif de la Société :

En premier :

Monsieur Philippe BOUVIER

Demeurant à LISSIEU (69380) 90 chemin de la Dodate.

Né à LYON 4ÈME ARRONDISSEMENT (69004) le 3 avril 1963

De nationalité française.

En second, en cas de prédécès ou d'incapacité juridique de Monsieur Philippe BOUVIER :

Madame Sophie Marie Valérie FLUTEAUX

Demeurant à LISSIEU (69380) 24 B chemin de Charvery.

Née à LIVRY-GARGAN (93190) le 22 février 1989

De nationalité française

Les fonctions de gérant successif prendront effet au décès du gérant actuel, Monsieur Anthony BOUVIER.

Les fonctions de gérant substitutif prendront effet dans les cas suivants :

- Mise sous curatelle ou tutelle du gérant actuel, Monsieur Anthony BOUVIER,
- Déclenchement d'une habilitation familiale générale à l'égard du gérant actuel, Monsieur Anthony BOUVIER,
- Mise en œuvre d'un mandat de protection future à l'égard du gérant actuel, Monsieur Anthony BOUVIER.

Monsieur Philippe BOUVIER ou Madame Sophie FLUTEAUX exerceront les fonctions de gérant substitutif de la Société pour la durée de cette incapacité et/ou du régime de protection et/ou du mandat de protection future.

Monsieur Philippe BOUVIER ou Madame Sophie FLUTEAUX exerceront les fonctions de gérant successif ou substitutif de la Société dans le respect de la loi, des statuts de la Société, des éventuels mandats à titre posthume et de protection future.

Monsieur Philippe BOUVIER ou Madame Sophie FLUTEAUX auront droit au remboursement des frais engagés dans le cadre de l'exercice du mandat en qualité de gérant successif ou substitutif, sur présentation des justificatifs correspondants.

Monsieur Philippe BOUVIER et Madame Sophie FLUTEAUX, déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être conférées et déclarent qu'il n'existe, à ce jour, de leur chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à leur nomination.

Monsieur Anthony BOUVIER conserve la possibilité de modifier ou de révoquer à tout moment, sans motif, les présentes nominations, par décision ultérieure de l'associé unique de la Société, laquelle décision devra être notifiée au gérant successif/substitutif concerné par courrier recommandé avec accusé de réception.

DEUXIEME DECISION

(Modification corrélative des statuts de la Société)

L'Associé Unique,

Connaissance prise des termes du mandat de protection future et du mandat à effet posthume contractés par Monsieur Anthony BOUVIER, associé unique, suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284,

Dans le prolongement de la première décision,

DECIDE de procéder aux modifications des statuts de la Société suivantes :

1° Modification de l'Article 12 des statuts de la Société :

« ARTICLE 12 – DECES INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'associé unique ou de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant, sauf application des dispositions visées au mandat à effet posthume et au mandat de protection future contractés par Monsieur Anthony BOUVIER, associé unique, suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284, et entraînera l'application des décisions prises par l'associé unique en date du 21 février 2025 ».

2° Ajout du paragraphe suivant à l'Article 13 des statuts de la Société :

« ARTICLE 13 – POUVOIRS DES GERANTS

(...)

3) La Société aura la possibilité, dans les mêmes conditions que pour la nomination du gérant, de nommer un ou plusieurs gérant(s) successif(s) ou substitutif(s) :

- En cas de mise sous curatelle ou tutelle du gérant et pendant le temps de ladite mesure,
- En cas de déclenchement d'une habilitation familiale générale à l'égard du gérant et pendant le temps de ladite mesure,
- En cas de mise en œuvre d'un mandat de protection future du gérant et pendant le temps de son activation,
- En cas de décès du ou des gérants.

L'associé unique de la Société a, en date du 21 février 2025, nommé en premier gérant successif et substitutif Monsieur Philippe BOUVIER, et en second gérant successif et substitutif, en cas de prédécès ou d'incapacité juridique de Monsieur Philippe BOUVIER, Madame Sophie Marie Valérie FLUTEAUX ».

3 ° Modification de l'Article 17 des statuts de la Société :

« ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1. Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs, sauf dans le cadre du mandat à effet posthume et du mandat de protection future contractés par Monsieur Anthony BOUVIER, associé unique, suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284. Ses décisions sont répertoriées dans un registre côté et paraphé ».

Le reste de l'article est inchangé.

L'Associé Unique,

DECIDE par ailleurs de supprimer le TITRE VII des statuts de la Société applicable à la période de constitution de la Société et de corriger les statuts de la Société dans leur ensemble, qui comprennent de multiples erreurs de numérotation et/ou de coquilles.

TROISIEME DECISION

(Pouvoir pour les formalités)

L'Associé Unique,

DECIDE de conférer tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres, et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

Le présent acte sous seing privé, constatant les décisions de l'Associé Unique est signé sous forme électronique au sens de l'article 1366 du Code civil, au moyen d'un processus d'identification fiable mis en œuvre par DocuSign®, garantissant la connexion du signataire conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil.

Il sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social de la Société et un exemplaire certifié conforme en original par le gérant sera conservé dans les archives sociales.

M. Anthony BOUVIER

Gérant et Associé unique

DocuSigned by:

32B37CC07EFF41B...

Signature

M. Philippe BOUVIER

Gérant successif et substitutif en premier

« Bon pour acceptation des fonctions de gérant successif et substitutif en premier »

Signé par :

181D10CB1E4741F...

Signature

Mme Sophie FLUTEAUX

Gérant successif et substitutif en second

« Bon pour acceptation des fonctions de gérant successif et substitutif en second »

Signé par :

6815CB8AC4FD400...

Signature

AB HOLDING

Société à Responsabilité Limitée au capital de 178 000 euros
Siège social : 19 rue des Rosiéristes 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR
827 744 780 RCS LYON

STATUTS MIS A JOUR SUITE AUX DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 4 mars 2025

Certifiés conformes

La Gérance

DocuSigned by:
Anthony BAUIER
32B37CC07EFF41B...

TITRE I
Forme – Objet – Dénomination – Durée
– Exercice social – Siège

ARTICLE 1 — FORME

Il est formé aux termes des présentes par le propriétaire des parts ci-après créées et celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois en vigueur, notamment par les dispositions du Code de Commerce dans ses articles L 223-1 à L 223-43 ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 — OBJET

La Société a pour objet :

- La prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés, sous quelque forme que ce soit,
- L'activité de holding,
- L'assistance, l'animation et la gestion de ces sociétés en vue de leur développement,
- Prestations de services aux entreprises, conseil, assistance, formation.
- Plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini.

ARTICLE 3 — DENOMINATION

La dénomination de la société est :

AB HOLDING

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "**Société à Responsabilité Limitée**" ou des initiales "**S.A.R.L.**" et de l'énonciation du capital social.

AU TICLE 4 — DUREE — EXERCICE SOCIAL

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix neuf (99)** années prenant cours à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf dissolution anticipée ou prorogation.

L'exercice social commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au **31 mars 2018**.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

19 rue des Rosiéristes 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la Gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique, soit, en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire des associés.

TITRE II

Apports – Capital social – Parts sociales

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Apport en nature de Monsieur Anthony BOUVIER

a) Objet

Monsieur Anthony BOUVIER détient : **vingt mille sept cent cinquante (20.750) actions en pleine propriété de la société VMA IMMO**, société par actions simplifiée au capital de 28.500 Euros, dont le siège social est CHAMPAGNE AU MONT D'OR (69410) 1 Chemin du Tronchon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 533 819 413.

Monsieur Anthony BOUVIER apporte à la société AB HOLDING sous les garanties ordinaires et de droit, la totalité des 20.750 actions sus — visées qu'il détient dans le capital de la société VMA IMMO.

La totalité des 28.500 actions composant la totalité du capital social de la société **VMA IMMO** ont été valorisées à la somme de **deux cent quarante-quatre mille cent soixante-dix euros (244.170 €)**, soit **environ 8.57 € par action**.

Cette valorisation se base sur les capitaux propres de la société au 30 septembre 2016 d'un montant de 244 170 euros.

Ainsi, Monsieur Anthony BOUVIER apporte à la société AB HOLDING, la **pleine propriété de vingt mille sept cent cinquante (20.750) actions** pour une valeur arrondie de **cent soixante-dix- huit mille euros (178.000 €)**.

b) Origine de propriété

Monsieur Anthony BOUVIER est propriétaire des actions de la société VMA IMMO:

-pour avoir souscrit lors de la constitution de la société le 04 août 2011 20.000 actions au prix unitaire de 1 € par action.

-pour avoir acquis en janvier 2016, 750 actions au prix de 3.000 € soit un prix unitaire de 4 € par action.

c) Rémunération

En rémunération de l'apport des titres de la société VMA IMMO pour un montant total de cent soixante-dix-huit mille euros (178.000 €), il est attribué à Monsieur Anthony BOUVIER en rémunération de son apport :

DIX SEPT MILLE HUIT CENTS (17.800) parts sociales d'une valeur de 10 euros chacune de la société SARL AB HOLDING.

d) Propriété - Jouissance

La société AB HOLDING aura la propriété et la jouissance des actions apportées à compter de ce jour.

L'Apporteur précise et garantit que les actions de la société VMA IMMO apportées sont libres de tous gages et nantissements.

e) Conditions des apports

L'apport ci-dessus effectué, qui est net de tout passif, est fait sous les garanties, charges et conditions ordinaires et de droit et, notamment, celle de prendre les actions présentement apportées sans pouvoir exercer aucun recours contre l'apporteur, pour quelque cause que ce soit.

f) Rapport du Commissaire aux Apports

Il a été procédé à l'évaluation des apports des actions de la société VMA IMMO, soit au total la pleine propriété de **vingt mille sept cent cinquante (20.750) actions** évaluées à la somme de **cent soixante-dix-huit mille euros (178.000 €)**, au vu du rapport en date du 24 janvier 2017 établi par le **Cabinet CPA CONSULT**, Commissaire aux Apports désigné par décision de l'associé unique en date du 10 janvier 2017.

Ce rapport a été déposé au siège social, conformément à la loi, 8 jours au moins avant la signature des présentes. Ce dernier est annexé aux présentes.

g) Déclaration fiscale

Plus-value

L'opération d'échange ouvre droit au report d'imposition automatique conformément à l'article 150-0 B ter du CGI.

Par conséquent, les plus-values nées de l'échange des titres apportés contre les titres reçus en rémunération ne seront pas imposées immédiatement.

En revanche, entraînent l'imposition immédiate de la plus-value d'apport :

- La cession éventuelle des titres reçus en rémunération de l'apport ;
- La cession éventuelle des titres apportés dans un délai de trois ans à compter de l'apport sauf réinvestissement économique d'au moins 50 % du produit de la cession dans un délai de deux ans à compter de la cession ;
- Le transfert du domicile fiscal de l'apporteur hors de France ;
- En cas de donation des titres reçus en échange de l'apport, et lorsque le donataire contrôle la société bénéficiaire de l'apport, la cession ultérieure par le donataire des titres reçus en échange dans le délai de 18 mois.

La plus-value est calculée en se plaçant à la date de l'apport.

Enregistrement

Dans le cadre d'un apport pur et simple, l'apporteur bénéficie de l'exonération de tout droit d'enregistrement.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **cent soixante-dix-huit mille euros (178 000 €)**.

Il est divisé en **DIX SEPT MILLE HUIT CENTS (17.800) parts sociales de dix euros (10 €)** chacune de valeur nominale, entièrement libérées et attribuées en totalité à l'Associé Unique.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

1. Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision de l'associé unique, soit, en cas de pluralité d'associés, par la décision collective extraordinaire des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision de l'associé unique, soit, en cas de pluralité d'associés, la décision collective extraordinaire des associés, constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête d'un Gérant.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision de l'associé unique, soit, en cas de pluralité d'associés, par la décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

ARTICLE 9 — LIBERATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales de numéraire sont libérées, lors de la souscription, du cinquième au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du gérant dans des conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, pour le capital souscrit lors de la constitution.

Les parts sociales de numéraire dont le montant résulte pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, et pour partie d'une libération en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

Les appels de fonds et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

L'associé qui n'effectue pas les versements exigibles sur les parts sociales à leur échéance est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable à la société d'un intérêt de retard calculé jour par jour, à partir de la date de l'exigibilité, au taux d'une fois et demi le taux légal en matière commerciale.

ARTICLE 10 - PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

L'associé unique ou les associés ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Toutefois, l'associé unique ou les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire aux Apports ou lorsque la valeur retenue pour lesdits apports est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

En cas d'augmentation de capital, les gérants et les souscripteurs sont solidairement responsables, pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et les documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

3. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

ARTICLE 11 - CESSION - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES — LOCATION DES PARTS SOCIALES

ARTICLE 11-1 — TRANSMISSION ENTRE VIFS

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toute transmission de parts sociales par l'associé unique est libre. En cas de pluralité d'associés, les parts ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux, quelle que soit la qualité du cessionnaire qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de leur part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts. Les frais d'expertise sont à la charge de la société. Ce délai de trois mois peut être prolongé, à la demande du gérant, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place de l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

ARTICLE 11-2 — REVENDICATION PAR UN CONJOINT DE LA QUALITE D'ASSOCIE

En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notification intervient lors

de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Lors de la délibération sur cet agrément, le conjoint associé ne prend pas part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. En cas de refus d'agrément, notifié au conjoint dans les trois mois de sa demande, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises. L'absence de notification dans le délai de trois mois emporte agrément du conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par acte extrajudiciaire.

Toutes notifications émanant du conjoint ou de la Société dans le cadre de la procédure prévue au présent article doivent généralement être effectuées par acte extrajudiciaire.

ARTICLE 11-3 — TRANSMISSION PAR DECES

Toutes les transmissions de parts sociales au profit d'une personne non associée par suite du décès d'un associé, à l'exception du décès de l'associé unique, sont soumises à agrément.

Ainsi, le conjoint non associé de l'associé décédé, de même que tous les héritiers ou ayant droit, ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité des associés survivants représentant au moins la moitié des parts sociales dans les conditions fixées pour l'agrément des cessionnaires.

Dans tous les cas, la valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du code civil.

Tous héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier, dans les meilleurs délais, de leurs qualités héréditaires et de leur état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision. S'il en existe plusieurs la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 11, paragraphe 3 des présents statuts.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit doit notifier à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Dans l'un ou l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu du siège social de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage.

Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit non agréé ; il est fait application des dispositions des alinéas 5, 6, 7 et 10 de l'article 12-1 ci-dessus, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant.

Si aucune des solutions prévues à ces alinéas n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

ARTICLE 11 -4 -- LIQUIDATION D'UNE COMMUNAUTE DE BIENS ENTRE EPOUX

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé autre que de l'époux de l'associé unique, l'agrément prévu au paragraphe 12-3 ci-dessus s'appliquera au conjoint survivant et aux héritiers en ligne directe, ainsi qu'à tout autre héritier éventuel.

Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé autre que de l'époux de l'associé unique, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues à l'article 12-1 ci-dessus.

A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

ARTICLE 11-5 — LOCATION DE PARTS SOCIALES

Les parts sociales peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L. 239-1 à 239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R. 239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des parts doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales.

Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des parts sociales.

La délivrance des parts louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom du bailleur dans les statuts de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le gérant peut inscrire ces mentions dans les statuts sous réserve de la ratification de cette décision par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux parts louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

Les parts louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans les statuts de la Société par décision des associés ou par le gérant dans les mêmes conditions qu'à la délivrance des parts louées.

Les parts louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 12 – DECES INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'associé unique ou de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant, sauf application des dispositions visées au mandat à effet posthume et au mandat de protection future contractés par Monsieur Anthony BOUVIER, associé unique, suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284, et entraînera l'application des décisions prises par l'associé unique en date du 21 février 2025.

TITRE III ADMINISTRATION – CONTROLE

ARTICLE 13 – POUVOIRS DES GERANTS

1) La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies, associées ou non.

Chacun des gérants engage la société, sauf si ces actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec l'associé unique ou les associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le ou les gérants, sous réserve de ratification de cette décision de l'associé unique ou des associés à la majorité des trois quarts des parts sociales.

Dans les mêmes conditions, le gérant peut mettre les statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par l'associé unique ou les associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation par l'associé unique ou par les associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

2) Chaque gérant, a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

3) La Société aura la possibilité, dans les mêmes conditions que pour la nomination du gérant, de nommer un ou plusieurs gérant(s) successif(s) ou substitutif(s) :

- En cas de mise sous curatelle ou tutelle du gérant et pendant le temps de ladite mesure,
- En cas de déclenchement d'une habilitation familiale générale à l'égard du gérant et pendant le temps de ladite mesure,
- En cas de mise en œuvre d'un mandat de protection future du gérant et pendant le temps de son activation,
- En cas de décès du ou des gérants.

L'associé unique de la Société a, en date du 21 février 2025, nommé en premier gérant successif et substitutif Monsieur Philippe BOUVIER, et en second gérant successif et substitutif, en cas de prédécès ou d'incapacité juridique de Monsieur Philippe BOUVIER, Madame Sophie Marie Valérie FLUTEAUX.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES GERANTS

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

ARTICLE 15 - CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de l'associé unique ou de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, la révocation pourra être décidée à la majorité des votes émis sur deuxième convocation.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants.

Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, l'associé unique ou la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 16 ci-après.

En cas de décès du gérant unique, le commissaire aux comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder au remplacement du gérant.

Cette convocation a lieu dans les formes et délais prévus par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE IV DECISION DES ASSOCIES

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1. Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs, sauf dans le cadre du mandat à effet posthume et du mandat de protection future contractés par Monsieur Anthony BOUVIER, associé unique, suivant actes authentiques reçus le 14 février 2025 par Maître Axel RICHARD, Notaire au sein d'un Office Notarial à LIMONEST, 4, Place du Griffon, identifié sous le numéro CRPCEN 69284. Ses décisions sont répertoriées dans un registre côté et paraphé.
2. Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une assemblée générale, d'une consultation écrite des associés ou encore du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital social, ou lorsque la réunion a été demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par les articles L 223-27 et suivant du Code de Commerce.

3. Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication des documents mentionnés à l'article L.223-26 du Code de Commerce.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la date de réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance. Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

4. En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5. Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

6. Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions de l'associé unique ou des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique ou les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité absolue des parts sociales est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions de l'associé unique ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la Loi.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire apporter aux statuts toutes modifications permises par la Loi.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales.

A défaut d'avoir atteint ce quorum, une deuxième assemblée doit être convoquée dans les deux mois de la première assemblée, aucun quorum n'étant alors requis.

Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 10 « Cession et transmission des parts sociales" des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L 223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INTERVENTION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation de l'associé unique ou des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse écrite du gérant qui doit intervenir dans le délai d'un mois est communiquée au Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

La forme de sa désignation et les conditions d'exercice de sa mission sont fixées par la Loi et les règlements.

Chaque associé dispose, en outre, d'un droit de communication permanent. L'étendue de ce droit et les modalités de son exercice résultent des dispositions réglementaires en vigueur.

AARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIÉS OU GÉRANTS

1. Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du Commissaire aux Comptes, à l'assemblée annuelle.
Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.
2. Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.
3. A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE V
AFFECTATION DES RESULTATS – REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 22 - ARRÊTÉ DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexes à la suite du bilan. La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, si à la clôture de chaque exercice social, la société répond à l'un des critères définis à l'article R.232-2 du Code de Commerce, le gérant doit établir les documents comptables prévisionnels et rapports d'analyse, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la Loi et le Décret.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées, et éventuellement le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés à l'associé unique ou aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Ces mêmes documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition du ou des associés qui ne peuvent en prendre copie. De même, le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 223-19 du Code de Commerce, doit être établi et déposé au siège social quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi.

Ainsi, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, le ou les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

ARTICLE 24 – DIVIDENDES – PAIEMENT

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

TITRE VI

PROROGATION – TRANSFORMATION – DISSOLUTION -LIQUIDATION

ARTICLE 25 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion avec l'associé unique ou la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter le ou les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

L'assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués ô concurrence d'une valeur nu moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si le ou les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société peut être transformée en une société d'une autre forme par décision de l'associé unique ou décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions exige l'unanimité des associés.

La transformation en société anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire aux Comptes de la société peut, sur décision unanime des associés, être désigné comme Commissaire à la transformation.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation - par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas de dissolution, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé.

Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.